

Idées

Les leçons de Tchernobyl n'ont pas été tirées

Le Monde | 25.04.11 | 13h50 • Mis à jour le 26.04.11 | 09h32

En 1986, le 26 avril, le quatrième réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl explosait. Pour la communauté scientifique, aucun doute ne subsiste quant au lien entre cette catastrophe nucléaire et l'inversion des courbes de croissance dans les régions directement concernées par l'exposition à la radioactivité. En particulier en Biélorussie, où l'on assiste à une "hécatombe" démographique avec un taux de croissance de - 5,9 %.

Alors que la natalité est en chute libre, les données sur la mortalité atteignent des valeurs inquiétantes, essentiellement en raison de pathologies cardiovasculaires et de cancers dont le nombre croît chaque année. La baisse de la natalité est, elle, liée à des troubles du fonctionnement des systèmes reproductifs - féminin et masculin - et à des pathologies lourdes affectant le développement embryonnaire et foetal. Tchernobyl a aggravé l'état de santé de personnes au métabolisme perturbé et au génome fragilisé parce que contaminées pendant vingt-cinq ans par des radionucléides, en particulier du Cs-137.

Les gouvernements de l'ex-URSS puis de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Russie, se sont montrés incapables de gérer les problèmes posés par l'accident de Tchernobyl. L'une des causes majeures de l'échec réside dans l'absence d'informations objectives concernant l'impact des agents radioactifs sur la santé humaine. La censure de l'information s'explique en grande partie par la collusion entre le lobby nucléaire et le régime autocratique de la Biélorussie.

A l'heure où la centrale de Fukushima continue de déverser - et pour un certain temps encore - des radionucléides dans la biosphère, rappelant la contamination causée par l'explosion de la centrale de Tchernobyl vingt-cinq ans auparavant, la mise en oeuvre de mesures de radioprotection dans ces zones s'impose de toute urgence. Pendant des années, l'aide européenne était exclusivement orientée sur la sécurisation du site de Tchernobyl et de son sarcophage. Le 19 avril, la Commission européenne a d'ailleurs promis 110 millions d'euros supplémentaires. Il est néanmoins essentiel de consacrer une partie des financements à des projets sanitaires.

Il va sans dire qu'aucun système de radioprotection n'est efficace en termes de prévention des maladies invalidantes et mortelles sans actions politiques concrètes ni diffusion correcte de l'information.

Ce point est crucial. Même si le nombre "d'anomalies" entourant la catastrophe de Tchernobyl n'a rien à voir avec la situation rencontrée dans les pays démocratiques, l'accès à une information impartiale ne va pas de soi.

Nous l'avons constaté une fois de plus au moment de l'accident de Fukushima. Or, dans le cas d'accidents nucléaires, ce principe est littéralement vital !

Les alternatives existent

On mesure dès lors toute l'importance du Centre d'analyse et de coordination "Ecologie et santé" de Kiev. Parmi ses fonctions, l'évaluation objective de la situation dans les territoires contaminés et la mise en place de dispositifs de protection pour les populations et les secouristes en cas d'accidents nucléaires. Egalement, la création d'un centre de réadaptation pour les personnes affectées par l'accident de Tchernobyl, dont les centaines de milliers de "liquidateurs" qui se sont sacrifiés pour épargner à l'Europe une contamination encore plus étendue. Cette institution dispose désormais d'une expertise et de connaissances inédites dans la prévention et la réadaptation des personnes souffrant de maladies radio-induites.

Un projet pilote d'autant plus précieux qu'il peut servir pour d'autres régions contaminées et, au pire, dans d'autres cas d'accidents nucléaires mais également être dupliqué dans la région de Fukushima. La technologie nucléaire et les conséquences de la radioactivité constituent une menace réelle pour l'homme.

Si l'on arrête de se voiler la face, on comprend vite combien la course à l'armement nucléaire et le développement du nucléaire civil sont insensés. Même si les frontières françaises semblent avoir des vertus magiques leur permettant d'arrêter le nuage radioactif de Tchernobyl ou, dans un tout autre registre, les trains de réfugiés nord-africains en provenance d'Italie, de plus en plus de citoyens sont conscients des risques liés à cette technologie.

Aux séquences tragiques des accidents de Tchernobyl et de Fukushima s'ajoutent tous ceux qualifiés de "mineurs" mais

également les questions non résolues des déchets radioactifs et du démantèlement des centrales. Outre le fait que cette technologie d'arrière-garde continue de ponctionner les fonds publics de manière vertigineuse, les conséquences sur l'homme de l'exposition directe et indirecte sont telles qu'elles nous obligent à envisager sérieusement la sortie progressive du nucléaire.

Une sortie qui n'est plus simplement "un rêve d'illuminés" mais une option politique crédible pour certains gouvernements dont l'Allemagne qui, rappelons-le, figurent en tête des économies mondiales, loin devant la France...

Les alternatives au nucléaire existent, comme l'ont démontré depuis longtemps les organisations environnementales, mais aussi de nombreux chercheurs et ingénieurs de renom, à l'instar des instigateurs du scénario négaWatt. Alors que nous disposons des technologies nous permettant de sortir du nucléaire tout en respectant nos engagements climatiques d'ici à 2050, certains Etats s'obstinent à entretenir le mythe de sa renaissance.

Le futur énergétique de l'Europe et la réduction des gaz à effet de serre dépendront des investissements que nous ferons dans les dix ans à venir. A nous de savoir si, dans ce rapport de force entre les promoteurs du nucléaire et ceux des énergies renouvelables, nous préférons nous tourner vers cette "bonne vieille" technologie nucléaire ou au contraire vers des technologies qui nous permettront de construire un futur durable et responsable.

Yuri Bandajevsky est professeur d'anatomo-pathologie ; recteur de l'université de médecine de Gomel (Biélorussie).
Michèle Rivasi est députée européenne ; fondatrice de la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité) créée au lendemain de la catastrophe de Tchernobyl.
Daniel Cohn-Bendit est président du groupe des Verts au Parlement européen.

Yuri Bandajevsky, Michèle Rivasi et Daniel Cohn-Bendit